

Jerada, ville martyre !

Que cherche le pouvoir marocain ?

Nous, organisations et réseaux, affirmons notre soutien total à la lutte légitime de la population de Jerada (nord-est du Maroc), mobilisée depuis plus de trois mois pour des revendications sociales et économiques de base, souvent de survie !

La manifestation pacifique de ce 14 mars, organisée en dehors de la ville, a fait l'objet d'une répression sauvage.

L'ampleur de la crise sociale, au Maroc est telle que des mouvements sociaux perdurent depuis plusieurs mois. Au Nord comme au Sud ces mouvements expriment les mêmes revendications : Le droit à des besoins de base tel que le droit à la santé, au travail des jeunes, aux infrastructures pour les zones marginalisées. Bref, à une vie dans la dignité et pour l'égalité des chances.

La réponse des autorités marocaines se résume en deux attitudes programmées d'avance : Tergiverser puis réprimer.

La région du Rif (région du Nord du Maroc) a connu un mouvement (Hirak) sans précédent depuis l'année dernière, avec la participation de la population d'une façon pacifique pour leurs droits économiques, sociaux et culturels. Réponse des autorités : des centaines de jeunes et de moins jeunes croupissent dans les prisons du royaume. Leurs leaders sont actuellement poursuivis pour des motifs extravagants.

Depuis plus de trois mois, la ville minière de Jérada (Nord-Est du Maroc) vit plusieurs drames successifs : Au fait, la région de Jérada est sinistrée depuis la fin des années 90, suite à la fermeture des

mines de charbon acculant des centaines de mineurs à risquer leur vie pour extraire clandestinement du charbon. Aucune perspective n'est offerte aux populations. En décembre dernier, décès de 2 frères dans un puits désaffecté de charbon, suivis de 'un autre décès. L'exaspération de la population s'est exprimée, comme dans la région du Rif, d'une façon civilisée. Les revendications pacifiques des manifestants se sont centrées sur la nécessité d'« alternatives économiques » à l'extraction clandestine du charbon. La réponse du gouvernement s'est résumée à des promesses, avant de passer à l'arrestation de militants et l'interdiction de toute manifestation, ce qui a eu pour résultat un état de siège de la ville et des heurts entre manifestants et police. La population continue à se mobiliser en appelant à une grève générale et à une marche vers Rabat la capitale.

Nous, associations et organisations signataires, tout en affirmant notre totale solidarité avec les mouvements sociaux au Maroc pour leurs droits économiques, sociaux et culturels

Exigeons :

L'arrêt de la répression contre les mouvements sociaux au Maroc.

La libération de tous les prisonniers politiques.

L'ouverture de négociations sérieuses avec les représentants des mouvements sociaux sur leurs revendications

Nous appelons toutes les forces démocratiques maghrébines à soutenir ces mouvements sociaux et à dénoncer la criminalisation des mouvements sociaux pacifiques, au Maroc et au Maghreb.

Nous appelons les démocrates et les épris de paix et de justice, à travers le monde, à apporter leur soutien et leur solidarité avec ces mouvements en lutte pour la dignité, la justice sociale et la liberté.

Le 23 mars 2018

Premiers signataires

Abdellatif Laabi – Poète

Associations et organisations

Immigration :

Immigration :

- Association de Travailleurs Maghrébins en France - ATMF ; AIDDA ; Association des Tunisiennes de Suisse - ATTS ; Association des Tunisiens du Nord de la France – ATNF ; Association des Tunisiens en France - ADTF ; Association des Marocains en France – AMF ; Association des Tunisiens en France – ATF ; Association N’auara – Bruxelles ; Association de Défense des Droits au Maroc – ASDHOM ; Collectif Agir pour la Démocratie en Algérie – ACDA ; Collectif Citoyenneté – 3C ; Comité de Strasbourg de soutien au mouvement populaire du RIF ; Comité pour la Démocratie en Tunisie – Belgique CVDT ; Comité Pour le Respect des Libertés et de l’homme en Tunisie - CRLDHT ; El Ghorba Association – Lyon ; Femmes plurielles – France ; Fédération Développement Démocratie – IDD ; Plateforme Euro-Marocaine Migration Développement et Démocratie ; Réseau Euro-Maghrébin Citoyenneté et Culture - REMCC ; SOS Migrants ; Union des Tunisiens pour une Action Citoyenne – UTAC ; Association Sahraouie pour le Développement et les Droits Humains - AS3DH ; Euro-Mediterranean Centrum Migratie & Ontwikkeling CEMO Pays-Bas

Maghreb :

Association Amal "Femmes en Mouvement pour une Vie Meilleure" ; Association Carrefour (Maroc) ; Association des Familles des Prisonniers et Disparus Sahraouis AFAPREDESA ; Association Marocaine des Droits Humains – AMDH ; Association Relais Prison /Société ; Association Marocaine anti-Corruption – Tunisie ; Association Tunisienne des Femmes Démocrates ATFD ; Centre Marocain de Vigilance pour la Démocratie et l’Etat Civique – Yaquadha – Tunisie ; Centre Marocain des Victimes de la Torture ; Centre Marocain pour la Démocratie des Elections ; Centre Marocain pour la Démocratie des Elections ; Confédération Générale des Travailleurs de Mauritanie (CGTM) ; COORDINATION GENERALE DU TRAVAIL (CGT MAROC) ; Confédération Démocratique du Maroc ; COORDINATION MAGHREBINE DES DROITS DE L’HOMME (CMODH) ; Fédération des Associations Amazigh (FNAA) ; FORUM AL KARAMA POUR LES DROITS DE L’HOMME

لحقوق الإنسان ; Forum Marocain des Alternatifs Sud – FMAS ; Forum Tunisien des Droits de l'Homme – FTDES ; GASO(groupe anti gaz de schiste d'Oran ; Instance Marocaine des Droits de l'Homme (IMDH) ; JEUNESSE OUVRIERE MAROCAINE ; Ligue Algérienne de Défense des Droits de l'Homme – LADDH ; Ligue Marocaine pour la Citoyenneté et les Droits de l'Homme ; Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme – LTDH ; Mouvement Anfass Démocratique ; Observatoire Marocain des Libertés – OMLP ; Organisation pour les Libertés d'Information et d'Expression - OLIE ; Rassemblement Algérie - RAJ ; Réseau de Redevabilité Sociale au Maroc ; Réseau des Associations de Qualité – RESAQ ; RESEAU MAROCAIN POUR LE LOGEMENT DÉCENT **جبل السكن اللائق ; Syndicat Autonome des Personnels de l'Administration Publique, Algérie – SNAPAP ; Syndicat des Journalistes Tunisiens SNJT ; Association Femmes pour l'Egalité et la Démocratie-MAROC ; Association Marocaine pour l'Enseignement (Maroc); Collectif des Communautés Subsahariennes au Maroc ; Association marocaine pour un contrat mondial de l'eau (ACME-Maroc) ; Association Neama pour le Développement (Maroc) ; Observatoire Marocain des Prisons ; Instance Nationale de protection des Biens Publics au Maroc-I.N.P.B.P.M. ; INSTITUT DE FORMATION DES AGENTS DE DEVELOPPEMENT – IFAD MA-ROC**

Transparency maroc

Association Femmes pour l'Egalité et la Démocratie-MAROC ; Forum Marocain pour l'Egalité et la Démocratie (Maroc) ; Collectif des Communautés Subsahariennes au Maroc CCSM ; Association marocaine pour un contrat mondial de l'eau (ACME-Maroc) ; Association Neama pour le Développement (Maroc) ; Observatoire Marocain des Prisons ; Instance Nationale de protection des Biens Publics au Maroc-I.N.P.B.P.M. ; Femmes pour la Démocratie – Maroc ; Organisation Démocratique du Travail – ODT Maroc

Organisation Régionale :

Coordination Maghrébine des Organisation de Droits de l'Homme – CMODH ; Euromed

Europe :

Cedetim ; Europe Ecologie Les Verts - EELV ; Initiative Pour un Autre Monde - IPAM ; Ligue des Droits de l'Homme – LDH France ; Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples – MRAP ; Nouveau Parti Anti-Capitaliste – NPA ; Parti Communiste Français – PCF ; Réseau Sortir du Colonialisme - France ; Union Syndicale Solidaires – SUD ; Partenaria 2000 – France ; Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne-ATTAC; Global Social Justice-Bruxelles; Droit Devant – France ; Le Mouvement LE CRI – France